

*Bilan du premier Forum social mondial (janvier 2001) auquel a participé l'auteur comme délégué du Parti de la démocratie socialiste*

## « Um outro mundo é possível »



### A. Impressions générales

Le Forum social mondial s'est terminé le 30 janvier 2001. Une séance de fermeture de trois heures sans aucun discours de personnalités. Il n'y a qu'après la fermeture de la séance, alors que les gens quittaient, que José Bové a adressé quelques mots à l'assemblée. Étant donné le mandat d'arrestation contre lui, parce qu'avec les militants du MST (Mouvement des sans terre) il avait arraché dans plants OGM, ce droit à la parole était tout à fait de mise.

Durant l'assemblée, ce sont des dizaines de gens du peuple, de toutes les nationalités, qui ont pris la parole à travers les rythmes enlevants de musique « gaucho » que l'État brésilien du Rio Grande do Sul, le plus au sud du Brésil, partage avec l'Uruguay et l'Argentine adjacents. Cette prise de parole collective a donné une place d'honneur aux noirs d'Amérique du Sud et d'Afrique, en particulier aux femmes noires. Généralement, les témoignages des pays victimes de l'impérialisme, surtout du monde rural, y ont pris une place prépondérante.

Cette partie témoignages fut suivie d'une présentation de pierres particulièrement lourdes de sens. En effet, on avait demandé à chaque organisation participante d'apporter sa pierre gravée. On fera de ces pierres un monument dans un endroit important de Porto Alegre, ville du budget participatif d'un million et demi d'habitants. Le PDS d'ailleurs, dont j'étais le délégué, a apporté un petit montage de 2 pierres, fabriqué gracieusement par un artiste de Hull.

Ces lourdes pierres présentées à la séance de fermeture étaient, de un, une toute petite pierre ronde tirée d'une montagne du Rwanda façonnée d'après le visage d'une victime du génocide de 1994. Un million d'autres pièces seront taillées à partir de la même montagne, pour chacune des victimes. Un groupe de trois pierres, de la Palestine occupée, d'Israël et de la Jordanie disait la paix par la fin de l'occupation. Finalement, deux participants chinois présentaient une pierre qui soulignait la nécessité des droits citoyens.

## **D'abord une grand rencontre de militants et militantes**

Cette cérémonie de clôture reflétait la nature du Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre. Le FSM a été d'abord une rencontre de militants et militantes anti-capitalistes et anti-néolibérales [*anti-corporate* diraient les militants américains]. Et des rencontres palpitantes, j'en ai fait plusieurs. Deux Québécoises militantes au Mexique depuis plus de 20 ans : Gaby, que j'ai connu militante à Hull à la fin des années 70, qui travaille avec un réseau de femmes concernées par l'économie, réseau qui à l'occasion de la Marche mondiale des femmes a participé à une consulta à laquelle ont participé un demi-million de femmes du Chiapas au Sonora, État du nord du Mexique ; Louise, une franco-ontarienne, qui travaille avec les métallos des Amériques. Je me souviendrai longtemps de ce souper bien arrosé dans un restaurant populaire avec Gaby, Louise et trois dirigeants métallos du Chili, du Pérou et de la FAT mexicaine.

Qui dit métallos dit, au meilleur de mes connaissances, un des syndicats québécois les plus avancés au niveau de la prise de conscience internationaliste anti-ZLÉA. Au Québec, à part la CSN qui avait délégué 2 personnes dans le cadre de la préparation du Sommet des peuples, seul les métallos, sauf erreur, avaient délégué un représentant pour organiser, avec leurs collègues des Amériques présents, un tribunal sur le comportement des grandes compagnies canadiennes en parallèle avec le Sommet des peuples. Ce fut pour moi une très heureuse surprise que cette initiative.

Une autre heureuse surprise fut la rencontre de Maude Barlow qui, avec Tony Clark du *Council of Canadians*, étaient parmi les invités panélistes du FSM (Diane Matte, conférencière à un des panels et Lorraine Guay, animatrice de la plénière, en étaient aussi, conséquence du succès de la Marche mondiale des femmes). Maude Barlow a fait une critique dévastatrice de la ZLÉA, analytique et historique (On trouvera son texte en anglais sur le site [www.canadians.org](http://www.canadians.org)) Les versions française et espagnole suivront d'ici peu m'a-t-elle affirmé).

À ces rencontres marquantes s'ajoutent des dizaines de bouts de conversation aux déjeuners, sur l'autobus, dans les files d'attente et dans la foule compacte des lieux d'assemblée du FSM. Mentionnons cette militante du PT de São Paulo qui a contribué à rédiger le programme culturel de la nouvelle mairesse de São Paulo, Marta Suplicy, personnage très populaire au Brésil, un peu trop a-t-on envie de dire. Ou encore, de chaque côté de moi à l'assemblée de fermeture; Jairo du département de la réforme agraire de l'État du Rio Grande du Sul qui m'a expliqué en détails le budget participatif en « portagnol » dont j'ai saisi les grandes lignes ; Sebastião de Brasilia, attaché auprès des députés PT sur la question des transports. Un échange rapide avec Stella de D.A.N., organisation bien connue depuis Seattle, qui me disait que lors d'une formation à Montréal sur les techniques de désobéissance civile, elle avait tenté de rapprocher Salami et

la CLAC. Je reviens, finalement, avec une bonne trentaine d'adresses électroniques.

## **Une amorce de programme et de plan d'action**

Le FSM a-t-il été plus qu'une grande rencontre à laquelle a participé 10 000 personnes soit beaucoup plus que ne l'anticipaient les organisateurs ? Certes le caractère première prise de contact, découverte mutuelle, n'a pas permis de tenir une discussion de fond sur une déclaration commune comme cela avait été prévu à l'origine. Cependant, les organisateurs ont fait connaître un projet de déclaration à travers les ateliers que plus d'une centaine de groupes ont appuyé sur place, dont le PDS. Cette brève déclaration, qu'on lira ailleurs sur ce site, campe clairement le FSM comme contre-partie au Forum économique mondial de Davos.

Le FSM est l'affirmation organique, à être consolidé programmatiquement et organisationnellement, qu'*um outro mundo é possível* dont les êtres humains et la nature sont le centre. Comme amorce de ce monde possible, la déclaration exige l'annulation de la dette du Tiers Monde, la réparation des torts historiques, sociaux et écologiques imposés au Tiers Monde, la fermeture des paradis fiscaux, l'imposition des transactions financières, la fin des privatisations, la protection des droits syndicaux, la libre circulation des personnes, le plein emploi, la sécurité alimentaire et des termes d'échange justes. En particulier, cette déclaration appelle à se mobiliser contre la ZLÉA.

Elle demande aussi une réforme agraire démocratique, l'abolition des brevets sur la vie et de l'utilisation des OGM, la fin de la répression du mouvement social, des interventions étrangères, des embargos et des sanctions. En particulier, la déclaration rejette le Plan Colombie. Finalement, la déclaration appelle à la construction d'alliances dans la prochaine année contre six rencontres d'institutions mondiales dont celle du Buenos Aires, les 6-7 avril et celle de Québec les 17-22 avril dont le but est la mise sur pied de la ZLÉA. En particulier, la résolution appelle à une journée de mobilisation mondiale contre la dette le 20 juillet prochain au moment du 6-8 à Gênes en Italie.

## **Quelques grands débats**

Cette déclaration est loin d'épuiser le travail d'élaboration politique et organisationnelle du FSM. Les 16 grandes réunions plénières du matin sur les quatre grands axes du Forum, soit « la production de la richesse et la reproduction sociale », « l'accès à la richesse et le développement soutenable », « l'affirmation de la société civile et l'arène public » et « le pouvoir politique et l'éthique dans la société nouvelle », ont été très attentivement suivis. J'ai assisté à trois d'entre elles, soit sur celle de « quel genre de commerce

international voulons-nous? » à laquelle participait Walden Bello, celle portant sur « le futur de l'État-nation » à laquelle participaient Maude Barlow et Michael Lowy et enfin celle portant sur « la conservation des fonctions multiples de la terre » dans laquelle est intervenu le dirigeant du MST, João Pedro Stédile, une figure marquante du FSM.

Je retiens de ces grandes réunions l'intervention de Maude Barlow qui insistait sur l'impuissance de l'État-nation face au pouvoir des transnationales, intervention que tempérait celle de Michael Lowy qui soulignait au début de son intervention la toute puissance des États impérialistes et de l'État américain en particulier. Je retiens aussi celle du directeur de la MST, dont les mots d'ordre sont « *occuper, résister, produire* », qui insistait sur la réforme agraire en faveur des fermes familiales, l'autonomie alimentaire et sur le fait que ce n'était pas les agriculteurs du Nord subventionnés qui étaient l'ennemi.

### **Des parlementaires au service des mobilisations ?**

Le FSM a aussi regroupé en parallèle une assemblée de 200 parlementaires. Tout comme pour le FSM en général, les députés étaient en très grande majorité de l'Amérique du Sud, surtout du Brésil, et ensuite de l'Europe occidentale. Il y a là un déséquilibre à corriger pour le prochain FSM qui se tiendra aussi à Porto Alegre l'an prochain au même moment que le Forum économique mondial de Davos. On peut aussi penser qu'un financement des frais de voyage des participants africains et même asiatiques par le Nord, d'autant plus que c'est quand même un État du Sud qui finance l'organisation, serait le bienvenu.

Le Forum des députés a fait une déclaration finale non seulement appelant à soutenir la taxe Tobin et dénonçant la dette du Tiers-monde mais aussi s'engageant à soutenir activement le mouvement anti-globalisation. Il y a là un potentiel renversement du rapport parlement/mouvement tel que le comprennent les partis de la gauche traditionnelle. On verra la suite.

### **Des jeunes sceptiques**

On doit aussi signaler qu'en parallèle du FSM se déroulait un camp des jeunes dont plusieurs ont participé au Forum officiel. Cependant, une partie des jeunes était critique d'un FSM où le vedettariat était très visible et où l'on sentait la direction informelle de grandes organisations dont le mandat manquait de clarté. Si les hôtes du FSM se sont limités à une présence relativement discrète à la cérémonie d'ouverture, si le geste de José Bové méritait pleinement le soutien enthousiaste des participants, la présence médiatisée d'un événement relevait du plus pur opportunisme. On peut d'ailleurs se questionner sur le sens des apparitions aussi très médiatisées de Lula et de Marta Suplicy.

## **Une direction informelle mais légitime**

Quant à la direction prestigieuse des MST, ATTAC-France, CUT (la grande fédération syndicale brésilienne) et Marche mondiale des femmes, Jubilé-Sud, elles ont pleinement mérité la direction informelle du FSM de par leur contribution majeure au mouvement anti-globalisation. Elles sont tout à fait légitimées pour convoquer le FSM de l'an prochain qui aura aussi lieu à Porto Alegre quitte ensuite à envisager d'autres lieux et peut-être même des Forum simultanés dans différentes parties du monde. Reste que plus rapidement s'organiseront les formes démocratiques du mouvement mondial anti-globalisation, plus ce mouvement sera solide.

## **Les ateliers, des lieux de convergence**

L'après-midi était réservé au déroulement des 400 ateliers. Il est impossible de vous donner un aperçu de la richesse de ses ateliers dont certains étaient axés sur l'analyse et les alternatives et d'autres sur l'organisation. Je ne peux que témoigner des trois ateliers auxquels j'ai participé. Et étant donné l'implication du PDS dans la mobilisation anti-ZLÉA et la mienne dans les coalitions de l'Outaouais, en conformité avec notre décision de s'impliquer dans les luttes sociales, j'ai bien sûr privilégié les ateliers portant sur la ZLÉA (voir la deuxième partie de mon rapport). Malheureusement je n'ai pas pu participer au quatrième atelier portant sur les rapports ZLÉA et femmes étant donné que tout se déroulait en portugais au moment où je suis arrivé.

L'organisation du FSM, financée par le gouvernement du Rio Grande do Sul, malgré des prodiges d'organisation, n'a pas été en mesure d'assurer la traduction simultanée dans tous les ateliers sauf dans les plus grands. Cependant, la plupart du temps, la traduction simultanée s'organisait sur place. Certaines ONG qui en avaient les moyens ont pu cependant se payer des traducteurs professionnels.

Plusieurs ateliers ont profité du Forum pour réunir des militants et militantes préoccupés par les questions communes, la ZLÉA n'étant qu'un cas parmi d'autres. Par exemple, les gens de DAN en ont profité pour expliquer leurs méthodes aux jeunes sud-américains présents et même pour faire une pratique générale. Les noirs du Brésil et de l'Afrique ont fait une déclaration commune contre le racisme et sur leur volonté de créer des liens entre eux.

## **Les bases d'un mouvement anti-globalisation à consolider**

Malgré un manque de moyens organisationnels, malgré un important déséquilibre au niveau de la représentativité des continents et des pays, malgré

le caractère informel de la direction, malgré l'absence d'une déclaration émanant directement d'une plénière, le Forum social mondial aura été un important succès d'abord et avant tout du fait qu'il se soit produit, qu'il se soit posé comme réponse au Forum néolibéral de Davos, qu'il se soit posé comme base pour une future coordination pour un monde libre, égalitaire et écologiste, qu'il ait posé la base d'un programme commun de combat, qu'il ait posé les prémisses d'un plan mondial de lutte et qu'il ait suggéré un contrôle populaire des États.

## **B. État de la lutte contre la ZLÉA**

Plusieurs ateliers du Forum social mondial (FSM) touchaient à la question de la ZLÉA. Le premier jour, l'ONG américaine Public Citizen against Global Trade donnait la parole à des panélistes dont Maude Barlow et Tony Clark pour analyser ce qu'on doit attendre de la ZLÉA et des négociations sur le GATS (entente générale sur les services) en cours à Genève. La ZLÉA implique l'application de l'ALÉNA à toutes les Amériques y inclus de son chapitre 11 qui permet à une entreprise privée de poursuivre un gouvernement qui aurait adopté une loi, un règlement ou un jugement la privant de profits anticipés – imposant ainsi aux Amériques ce que l'AMI n'avait pu faire. C'est là un contrôle directe du grand capital sur les États brimant significativement les institutions démocratiques bourgeoises.

Toujours selon Maude Barlow, la ZLÉA, en autant que certaines fuites sorties du trou noir de négociations ultra-secrètes nous permettent d'en juger, tentera de pousser le plus possible la privatisation des services publics proprement dits, tels la santé, l'éducation, les services sociaux et l'eau. Pour ce faire divers mécanismes comme le test de nécessité, la présence commerciale et l'anti-compétitivité des services publics, considérés comme monopoles, seront employés. On trouvera une bonne analyse dans le texte de Maude Barlow ([www.canadians.org](http://www.canadians.org)). Pour les pays d'Amérique latine, la ZLÉA aurait aussi des implications dramatiques au niveau de leur agriculture. L'on a qu'à se souvenir de l'impact sur le Mexique de l'ALÉNA qui a permis le dumping du maïs subventionné américain aux dépends des cultures vivrières paysannes.

Selon toujours Maude Barlow, la ZLÉA est une tentative de la part des États-Unis (ÉU) pour reprendre l'initiative après les échecs successifs de l'AMI, de l'APEC et du « round » du millénaire de l'OMC. C'est aussi une tentative des ÉU pour mettre en échec l'offensive vers l'Amérique latine de l'Union européenne (UE) qui profite des efforts du Brésil, avec son MERCOSUR, pour jouer l'UE contre les ÉU. Si les ÉU réussissent, l'offensive passerait alors au niveau de l'OMC, particulièrement au niveau du GATS, ce qu'a clairement expliqué Tony Clark.

## **L'anti-démocratie des ateliers de l'Alliance sociale continentale**

Les ateliers des deux jours suivants furent organisés par l'Alliance sociale continentale (ASC) dont sa composante québécoise, le RQIC qui comptait sur place cinq ou six personnes au FSM. Rarement peut-on voir pareil fonctionnement antidémocratique. Il faut ici aller dans les détails pour comprendre. Les ateliers devaient durer de 14:00 à 18:00 comme bon nombre d'ateliers du FSM. D'ailleurs l'atelier du premier jour de Public Citizen avait non seulement duré 4 heures mais c'était même prolongé de midi à 13:15 le lendemain.

Le premier atelier de l'ASC a duré deux heures malgré une série de 12 exposés. Mais comme c'était un atelier informatif, donnons à l'ASC le bénéfice du doute. Mais pourquoi avoir alors gaspillé deux heures ? L'atelier du lendemain devait être consacré à la manifestation de Buenos Aires, les 6 et 7 avril, à l'occasion de la réunion des ministres des finances préparant le Sommet des Amériques, et à celle de Québec. Suite à des difficultés de salle, la réunion ne commença qu'à 14:45. À 16:30, elle était déjà terminée malgré encore une fois une série d'exposés relativement longs.

Rien sur Buenos Aires : il a fallu faire une réunion spéciale de 18:00 à 20:15 le lendemain pour en parler. (J'ai été d'ailleurs surpris de ne voir aucun membre du RQIC à cette réunion spéciale étant donné l'importance du sujet. D'ailleurs j'avais été aussi surpris, la première journée, de constater qu'il n'y avait qu'un seul membre de l'équipe du RQIC à l'atelier auquel participaient Maude Barlow et Tony Clark.)

À propos de la manifestation de Québec, un intervenant argentin eut l'idée de demander pourquoi on ne tentait pas de bloquer le Sommet des Amériques puisque après tout jusqu'ici on avait bien tenté des blocages à Seattle, Washington, Melbourne et Prague. C'est le moment que choisit la plus haute représentante du RQIC pour clore le débat en affirmant d'autorité que l'idée avait été discutée au Québec et que sauf un petit groupe, personne n'était d'accord. Aucune autre question ne fut permise malgré des mains levées sur la mienne, et malgré mes protestations quand il devint clair que le débat était clos.

Pour ajouter l'injure à l'insulte, la présidence de l'atelier a alors lu la proposition de déclaration du FSM, qui devait être lue dans tous les ateliers, sans ensuite faire aucun commentaire et sans permettre aucune question. D'ailleurs, les participants à l'atelier, qui ne sont pas nés de la dernière pluie, ayant compris la manœuvre grossière, quittaient en grand nombre pendant la lecture de la déclaration.

## **Une opération de marketing**

Peu importe la pertinence de la proposition du militant argentin, elle ouvrait le débat. Elle donnait la possibilité de soulever non seulement la question de la tactique mais aussi celle de la plate-forme et de la stratégie. Entre autre, l'atelier aurait pu permettre de débattre la pertinence de la plate-forme de l'ASC telle qu'élaborée depuis le premier Sommet des peuples de Santiago en 1998, en particulier son refus de dire non à la ZLÉA pour plutôt proposer l'introduction de clauses sociales, environnementales et démocratiques dans la ZLÉA.

Dans leurs présentations à l'atelier, les représentants de l'ASC ne manquaient pas de souligner que dans la structure du Sommet des Amériques les organisations patronales sont pleinement représentées et consultées mais que les organisations syndicales ne l'étaient pas du tout. Cette insistance laissait deviner le véritable but de l'ASC et du RQIC : un dialogue à trois au sommet. On reconnaît là la nostalgie de la structure des grandes messes PQ-patrons-syndicats que les directions syndicales québécoises voudraient bien reproduire.

Étant donné le très important développement du mouvement anti-globalisation depuis 1998, et étant donné ce qu'est la ZLÉA de part son contenu et de part son caractère d'outil stratégique pour la bourgeoisie américaine, la question de d'abord dire non à la ZLÉA avant d'avancer quelque revendication alternative que ce soit doit être posée. Les représentants de l'ASC au FSM ont refusé de le faire. Non seulement ont-ils refusé de débattre mais ils n'ont pas du tout fait connaître les positions de l'ASC. Ses représentants se sont contentés d'une insipide opération de marketing consistant en une affiche et une carte postale très colorée mais sans aucun contenu sauf un calendrier des événements à Québec : aucune analyse, aucune revendication, aucun slogan.

Pour compenser cette opération de marketing les représentants de l'ASC ont distribué un appel lors de la cérémonie de clôture. Cet appel est au moins un renoncement au marketing vide de contenu. On y dénonce clairement la ZLÉA même si c'est en termes très généraux. On y fait un parallèle entre la lutte contre l'AMI et celle contre la ZLÉA. Les auteurs n'ont sans doute pas réalisé que la base du succès de la lutte contre l'AMI est justement le rejet total de l'AMI et non pas sa réforme. L'appel ne propose aucun mot d'ordre, aucune revendications. L'appel compare les mobilisations de Buenos Aires et Québec à celles de Seattle et de Prague alors que justement l'ASC est opposé au blocage, du moins pour Québec. Cet appel apparaît plus comme une diversion qu'un changement de cap.

### **Préparatifs de la manifestation de Buenos Aires**

Tout à fait différent fut la réunion spéciale pour Buenos Aires. Le débat fut largement ouvert. Très rapidement le consensus s'est fait sur le slogan « *No a/ ALCA* », sur la nécessité d'une manifestation unitaire le même jour et sur la possibilité que le gros du contingent syndical-populaire serve de bouclier à ceux

et celles prêts à une opération de blocage. Ce consensus fut facilité par une réunion préalable syndicale qui allait dans le même sens.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème. Contrairement au mouvement syndical brésilien unifié dans la CUT, qui appuie la manif de Buenos Aires et qui mobilisera dans les 3 états les plus au sud du Brésil, dont le Rio Grande do Sul, le mouvement syndical argentin est divisé en trois groupes qui sont, en ordre d'importance, la CGT officielle, la CGT dissidente et la CTA. C'est la plus petite CTA qui est le fer de lance de la mobilisation avec l'appui, semble-t-il, de la CGT dissidente qui avait aussi quelques représentants au FSM. Mais c'est la mobilisation de la CGT officielle qui ferait la différence.

Ce n'est pas évident qu'elle va se mobiliser. Cela pourrait faire la différence entre une bonne mobilisation, disons  $\pm 50,000$ , et une grande mobilisation, disons  $\pm 100,000$ , qui de plus pourrait se combiner avec une opération ville-morte et même un blocage de la réunion des ministres des finances. Il faut rappeler que l'Argentine connaît une importante mobilisation depuis quelques mois marquée par des blocages de routes et, plus récemment, par une grève générale de quelques jours.

Il est évident que l'ampleur de la mobilisation à Buenos Aires exerce des pressions sur les sommets de l'ASC particulièrement à travers l'ORIT, l'organisation pan-américaine des syndicats. À cette assemblée de préparation pour Buenos Aires, un représentant de l'ORIT inscrivit au tableau « slogans pour la manifestation : Non à la ZLÉA » puis quitta les lieux avant que la réunion ne commence ! Ce stratagème reflète manifestement des tensions au sein de l'ASC dont plusieurs impliqués directement dans la mobilisation anti-ZLÉA subissent de fortes pressions de la part des militants et militantes.

Il faut aussi savoir que les grandes centrales syndicales européennes ont en général refusé d'être parmi les premiers signataires de la déclaration du FSM. Mais la CUT brésilienne et la CGT argentine (aussi la CTA) de même que l'ORIT et l'ASC l'ont signé, ce qui formellement engage toutes les grandes centrales des Amériques. Reste à comprendre le sens de ces signatures.

### **Possibilité d'une brèche dans le bloc national**

Signalons aussi qu'un des principaux dirigeants de l'ASC, aussi dirigeant du réseau mexicain, m'a assuré que le RQIC en viendrait à adopter le slogan parapluie, pour utiliser l'expression employée au FSM, de « Non à la ZLÉA ». C'est là, il me semble, à la fois mal comprendre les rapports de force internes au Québec mais c'est aussi une invitation aux forces anti-ZLÉA du Québec à profiter à plein des pressions externes sur le RQIC.

En effet, le slogan « Non à la ZLÉA » signifie une brèche qui remet en cause non seulement la ZLÉA mais aussi l'ALÉNA. Or l'on sait que le libre-échange est la pierre d'assise du nationalisme péquiste qui espère que plus le libre-échange sera fort plus le Canada sera faible. L'on sait aussi que les directions des grandes centrales sont liées avec le PQ dans une alliance stratégique, dite « bloc national », qui repose sur la stratégie étapiste, l'indépendante (néolibérale) d'abord, la question sociale plus tard. On comprendra alors le sens lourd de l'adoption éventuelle du slogan « Non à la ZLÉA » par le RQIC. Bien sûr, sous la pression, le RQIC pourrait l'adopter d'une façon très opportuniste mais c'est là une opération qui pourrait être dangereuse.

D'un autre côté, cette situation est une invitation aux forces anti-ZLÉA à redoubler d'ardeur. On peut identifier trois courants anti-ZLÉA au Québec : le courant jeune-libertaire, les coalitions régionales et la Marche mondiale des femmes.

La force du courant jeune-libertaire est la clarté de son refus de la ZLÉA, son grand activisme et son réseautage au Canada anglais et aux ÉU. La faiblesse est son refus d'élaborer une alternative, sa tactique de confrontation qui joue le jeu des forces répressives et son fonctionnement dogmatique par consensus qui permet à des minorités d'imposer leurs idées par la tactique de l'empêchement du consensus ou du fait accompli dans l'action.

La force des coalitions régionales, où le PDS est actif, est sa liaison aux groupes étudiants, aux groupes populaires, à certaines ONG et à certains syndicats plus à gauche. C'est aussi sa volonté d'élaborer une plate-forme alternative et un fonctionnement démocratique. Sa faiblesse est son manque d'unité nationale, son manque d'homogénéité, son manque de liaison hors Québec, sa lenteur à aboutir dans ses tâches, lenteur souvent due aux tensions de coalitions où cohabitent des groupes de sensibilités diverses avec des membres individuels souvent plus actifs et plus radicaux.

### **L'influence déterminante de l'organisation de la Marche des femmes**

Quant à l'organisation de la Marche mondiale des femmes, sa grande force est de loin sa capacité de mobilisation lors des mobilisations d'octobre dernier, particulièrement celle des 30,000 personnes à Montréal. C'est aussi sa grande légitimité auprès de la population du Québec tant comme son rayonnement mondial comme j'ai pu le voir au FSM. Sa force est aussi d'avoir été le premier mouvement mondial à avoir compris la nécessité d'une plate-forme alternative, plus précisément d'avoir une plate-forme mondiale et des plates-formes nationales.

Une faiblesse importante de l'organisation de la Marche, au niveau du Québec tout au moins, est son hésitation à confronter directement les politiques

néolibérales des gouvernements du Québec et du Canada. Dans le passé, le discours de l'organisation de la Marche suggérait que les demandes des femmes, la plupart très modestes ou bien trop générales, étaient compatibles avec le libre-échange. Cependant, la demande d'une hausse du salaire minimum de 6.90\$ à 8.50\$ a été la première demande vraiment anti-néolibérale de la Marche, une différence notable par rapport aux demandes de 1995. Ce n'est pas un hasard si cette demande fut de loin la plus populaire et celle repoussée le plus brutalement par le gouvernement du Québec qui a insulté les femmes en ne consentant qu'une hausse de 10¢.

Une autre faiblesse de la Marche est son hésitation entre la mobilisation et le lobbying. Après octobre, on a proposé de mettre en vedette des actions auprès des députés. On aurait espéré un huit mars très fort directement préparé et convoqué par l'organisation de la Marche à la fois comme réponse aux refus des gouvernements et comme relais pour la mobilisation contre le Sommet des Amériques. On aura, cependant, une fête internationale de la femme convoquée par les intersyndicales sur le thème femmes et mondialisation. Mais les intersyndicales sont des organisations régionales seulement, elles n'ont pas la crédibilité de la Marche et, bien sur, elles n'iront pas à l'encontre de la ligne syndicale face à la ZLÉA.

Pour pouvoir renforcer le camp anti-ZLÉA, la stratégie serait de renforcer les coalitions régionales en les liant nationalement sur la base d'une plate-forme. Ce renforcement organisationnel et programmatique faciliterait un élargissement des coalitions, particulièrement vers les syndicats de base mais aussi les structures intermédiaires. Il donnerait aussi la crédibilité nécessaire pour créer des liens entre non seulement les structures régionales de la Marche mais aussi sa direction nationale. Finalement, il rendrait plus facile les liens internationaux, y compris avec l'Amérique latine et aiderait à clarifier nos rapports avec la jeunesse libertaire.

### **C. Le rôle des partis anticapitalistes**

L'invisibilité, mais non l'absence, des parties de gauche, largement défini, au FSM était frappante. Le Forum des parlementaires n'y changeait rien. Il mettait en évidence non pas le parti d'appartenance de l'élu parlementaire mais plutôt sa fonction sociale comme porte-parole des besoins et des revendications du peuple qui l'a élu. Ce choix était judicieux car il met en évidence l'anti-démocratie néolibérale qui en même temps qu'il concentre le pouvoir économique dans quelques grandes transnationales mondiales, qu'il concentre le pouvoir international dans une poignée d'États, il concentre aussi le pouvoir dans les États au sein d'un exécutif de plus en plus restreint et de non-élus judiciaires aux dépens des assemblées d'élus.

Cette contradiction engendre une réaction des élus, tous partis confondus, pour s'affirmer comme les véritables représentants des préoccupations populaires. On pense ici au groupe de députés québécois responsables de la commission sur la ZLÉA qui, dans leur rapport final, proposent de tenir un référendum sur tout accord éventuel. Il est donc tout à fait pertinent de développer à gauche ce réflexe en unifiant mondialement les parlementaires de gauche pour que d'une part leurs frustrations ne soient pas récupérées par les exécutifs pour s'en servir comme tampon absorbant les pressions populaires et que d'autre part ce réflexe se convertisse pas en pur populisme.

Au Forum proprement dit, il y avait certes des représentants de partis antinéo-libéraux et anticapitalistes mais ils n'y jouaient aucun rôle spécifique. D'ailleurs beaucoup de membres de partis de gauche étaient présents au FSM en tant que représentants de syndicats, d'ONG ou d'autres groupes. Au meilleur de ma connaissance, aucun atelier n'a été proposé par un parti. Dans le programme initial du FSM, le journal *Em Tempo* de la tendance Démocratie socialiste du PT proposait un atelier mais la proposition fut retirée peu avant l'ouverture du FSM. On remarquait aussi que la liste des premiers signataires de la Déclaration du FSM ne contenait aucun nom de parti. Pourtant, à l'appel de la tribune de la plénière de signer cette déclaration, j'avais signé cette déclaration au nom du PDS sachant qu'elle était conforme et avec notre programme et avec notre importante implication dans la construction de coalitions régionales anti-ZLÉA.

Il y a là un problème dont il faut discuter à fond. Le paradoxe du FSM étant en fin de compte que les partis étaient présents partout, comme délégués parlementaires, comme délégués d'organisations sociales, comme hôte du FSM à travers les gouvernements du Rio Grande do Sul et de Porto Alegre – y aurait-il eu un FSM sans que le PT de gauche ne soit au pouvoir au Rio Grande do Sul et à Porto Alegre ? – à travers des vedettes comme Chévènement, Lula et Marta Suplicy, mais que comme partis proprement dits, ils n'étaient nulle part.

### **Les partis ne comptent plus parce que l'État ne compte plus ?**

À quoi est due cette invisibilité ? Est-ce due à l'abdication des partis sociaux-démocrates et des partis staliniens et même d'importants partis verts qui ont capitulé devant le néolibéralisme, abdication qui a conduit au rejet du politique par une grande partie des militants anti-néolibéraux si ce n'est souvent par une grande partie de la population ouvrière qui participe de moins en moins aux élections comme l'ont illustré les dernières élections américaine et canadienne ? C'est certainement là à la fois une raison immédiate et une excuse commode.

Mais ce ne peut pas être la raison de fond car si ça l'était, on ne voit pas pourquoi la dynamique du mouvement anti-globalisation n'aurait pas conduit à un renouvellement des partis de gauche ou à la fondation de partis de type nouveau. Peut-être y a-t-il de cela en Europe occidentale où les partis

anticapitalistes paraissent engagés dans un processus de coordination. Mais ce processus n'est-il par plutôt un effet combinant la pression de l'émergence du proto-État qu'est l'UE et une meilleure résistance des prolétariats aux politiques néolibérales, particulièrement en France ?

Il me semble qu'il y a une raison profonde qui explique la marginalisation des partis de gauche à l'intérieur du mouvement à la résistance antiglobalisation. Qui dit parti dit une organisation sociale dont la fonction essentielle est la conquête du pouvoir au niveau de l'État-nation. Or une grande partie du mouvement anti-globalisation ne croit plus dans la pertinence de l'État-nation. Plusieurs, cependant, font une exception à juste titre, pour les ÉU et l'UE. Cela explique peut-être que le mouvement Seattle se soit traduit rapidement dans la candidature Nader d'une part et une croissance modeste mais significative de la gauche anti-capitaliste au sein de l'UE, d'autre part.

Comment alors expliquer les succès du PT au niveau du Brésil et en particulier ceux du PT de gauche au Rio Grande do Sul ? Les deux phénomènes n'ont pas la même explication et ne vont pas dans la même direction. Les récents succès électoraux du PT sur l'ensemble du Brésil sont le reflet contradictoire d'une montée du mouvement anti-néolibéral brésilien, dont le MST est au centre, qui se reporte électoralement sur le PT qui lui, cependant, évolue à droite. En un mot, la mouvance anti-néolibérale pour l'instant renforce surtout la conscience nationale contre l'impérialisme dans l'idée que le Brésil, avec le Mercosur, pourrait tirer partie des difficultés de l'offensive néolibérale en se modernisant pour devenir un compétiteur plus efficace.

Pensons seulement à l'effet nationaliste du conflit commercial entre Bombardier et Embraer pleinement utilisé par le gouvernement Cardoso. Tel est, à mon avis, la raison de l'appui large à Marta Suplicy, la nouvelle mairesse PT de São Paulo, que le parti de Cardoso, mais pas les partis de la droite traditionnelle, appuie tacitement. Même la Banque mondiale n'est pas hostile à l'expérience du budget participatif du Rio Grande do Sul car celle-ci contribue à la *bonne gouvernance* en réduisant la corruption et en améliorant la perception des impôts.

### **Le budget participatif, une anticipation de double pouvoir**

Reste que fondamentalement le succès de cette expérience, qui en est à sa treizième année à Porto Alegre et à sa troisième année au niveau de l'État du Rio Grande do Sul et qui contribue le plus à consolider l'emprise électorale du PT de gauche dans cet État, est un succès de mobilisation populaire prolongée qui s'apparente à une situation embryonnaire de deuxième pouvoir et non pas à une transformation d'un coin de l'État brésilien qu'il serait possible de gruger petit à petit. Au contraire, c'est la droite, ou une grande partie de la droite, qui voudrait bien institutionnaliser le budget participatif pour, d'une part, l'encadrer,

donc l'empêcher de faire des fonds en avant, et, d'autre part, en conserver les aspects modernisateurs.

Ce qu'enseigne l'expérience du Rio Grande do Sul c'est que le développement de la gauche anticapitaliste passe dès maintenant par le début du commencement de l'extinction de l'État. Car il faut savoir que suite à 13 ans de budget participatif, des dizaines de milliers de participants de Porto Alegre commencent à poser la question de la pertinence du conseil municipal, grassement payé, qui ne fait qu'estampiller les résultats émanant de l'organisation du budget participatif.

En un mot, la gauche du PT a Porto Alegre, ville de 1,5 million d'habitants, et maintenant dans l'État du Rio Grande do Sul malgré le fait que la chambre des députés soit toujours aux mains de la droite, se sert de l'infime parcelle du pouvoir d'État brésilien qu'elle a conquise pour subvertir cette parcelle conquise. C'est cette stratégie paradoxale qui permet au PT de gauche de maintenir son emprise sur la parcelle d'État conquise : commencer à détruire ce qu'on a conquis pour ne pas perdre ce qui a été conquis.

La constatation de ce paradoxe en révèle un autre : le PT de gauche du Rio Grande do Sul a commencé à détruire l'État par la gauche, au bénéfice des «producteurs associés» -- la classe riche s'implique peu dans le processus du budget participatif -- tandis que les forces de la globalisation détruisent les États par la droite, c'est-à-dire en produisant une concentration de 2 ou 3 super-États. Le premier processus aboutit à moins d'État mais à plus de pouvoir populaire tandis que le deuxième aboutit à moins d'États (au pluriel) mais à plus d'État (au singulier).

### **Un renouvellement qui passe par la démocratie participative**

Il y a là une indication de la démarche à suivre par les partis anti-capitalistes pour se sortir du cul-de-sac de l'impuissance des États non-hégémoniques. La conquête du pouvoir d'État ne permet plus à lui seul la réalisation du programme social et écologiste de gauche car les États non-hégémoniques qui iraient dans cette direction seraient rapidement frappés d'une pénurie de capital. C'est cette constatation qui explique en fin de compte la capitulation de la gauche traditionnelle qui a toujours conçu l'amointrissement de l'État conquis ou à conquérir comme un amointrissement du pouvoir populaire alors que l'expérience du PT de gauche indique le contraire. Le renouvellement des partis anticapitalistes passe par une mutation démocratique tant de leur programme que de leur régime interne et de leurs liens aux autres organisations sociales.

Traditionnellement, les partis anti-capitalistes ont toujours privilégié les revendications socio-économiques et n'ont pas toujours accordé une importance cruciale à la démocratie interne, cédant souvent au culte de la vedette quand ils

avaient la (mal)chance d'en avoir une ou deux. Il ne s'agit pas de jeter par-dessus bord les acquis programmatiques en train de se renouveler dans le combat anti-globalisation ou encore moins de renoncer au terrain conquis sur la place publique. Les travers libertaires de la table rase, de la fabrication de consensus jusqu'à épuisement des combattants et de chacun pour soi dans le combat nous ramèneraient à un en deçà de la démocratie. Il s'agit de soumettre notre programme en renouvellement, son mode d'élaboration et notre régime interne de décision à la critique de la démocratie.

Qui décidera de l'allocation des centaines de milliards résultant de l'annulation de la dette du tiers monde ? Quelle institution sera chargée de la collecte et de la redistribution de la taxe sur les transactions financières ? Un forum de sages, un collectif d'ONG ou bien un parlement mondial ? La réforme agraire se fera-t-elle contre les grands propriétaires traditionnels non productivistes mais au bénéfice des grandes firmes d'agro-exportation productivistes, ou bien au bénéfice de la ferme familiale ou coopérative ? Le réinvestissement massif dans les services publics signifiera-t-il une augmentation du pouvoir de la bureaucratie d'État ou bien se conjuguera-t-il avec une démocratisation de ces services qui pour être réelle doit se faire en dehors du cadre institutionnel de l'État tout en lui imposant ses priorités sur la base d'un rapport de forces. Même la revendication de la hausse du salaire minimum pourrait bénéficier au grand capital au détriment des petites et moyennes entreprises. Faudra-t-il intervenir sur les rapports de prix « librement » fixés par le marché, mais toujours favorables aux transnationales ?

Dans l'élaboration du programme quels devraient être les rapports entre le comité du programme, l'ensemble des militants et militantes du parti et les organisations sociales ? Le processus du budget participatif n'indique-t-il pas qu'il faut radicalement partir de la base ? Pourquoi d'abord ne pas demander aux organisations sociales consentantes de mettre de l'avant quelques revendications clefs, d'indiquer quelques priorités budgétaires ou certains amendements aux lois du travail et de l'environnement, etc. ? Ensuite ne serait-il pas possible de demander aux organisations sociales participantes d'élire des délégués à un comité du programme (ou du budget, ou de l'environnement, etc.) qui ferait une synthèse laquelle serait soumise à un congrès du parti pour adoption. Ce processus engagerait l'ensemble des composantes du parti y compris un comité du programme (ou du budget...) dont la fonction serait de produire des documents d'information et d'analyse.

En un mot ne faut-il pas inverser le processus habituel de proposer à partir du haut et faire ratifier par la base ? Ce processus est certes formellement démocratique mais il est aussi hiérarchique. La trahison, la capitulation ou l'adaptation néolibérale de la très grande majorité des sommets hiérarchiques des partis de gauche, des syndicats et groupes populaires font en sorte que les bases ont perdu confiance dans les mécanismes de la démocratie représentative étatiques et non-étatiques. Par contre, les effets dévastateurs des politiques

néolibérales poussent une portion significative de la population à régir contre celles-ci. C'est là la chance de la démocratie participative dont le PT de gauche du Rio Grande do Sul fut l'un des premiers à comprendre le potentiel.

Le recours systématique à la démocratie participative créerait non seulement des conditions propices à un regain de confiance dans les partis anticapitalistes et anti-néolibéraux mais elle créerait aussi un terrain propice à leur unité tant au niveau de l'État-nation qu'au niveau continental et mondial. Il est difficile d'unir des partis en un seul parti qui fasse table rase de leurs programmes et de leurs modes de fonctionnement. Ce n'est d'ailleurs pas souhaitable car ces programmes et traditions sont le résultat de processus historiques qui lègue un héritage que le nouveau parti devra absorber. D'où la formule de parti fédératif que sont, par exemple, le PT brésilien, le Frente amplio uruguayen, le Bloc des gauches au Portugal, l'Alliance rouge-verte du Danemark, le SSP écossais et l'Alliance socialiste de Londres.

Mais un parti fédératif n'est pas une fédération de partis. Il lui faut un programme commun et une pratique commune y inclus mais pas seulement une pratique électorale. Le processus de démocratie participative peut aboutir à ce programme et à cette pratique. Par exemple, une expérience réussie de pratique commune de démocratie participative lors de l'élection partielle dans Mercier pourrait être l'amorce de ce parti fédératif de type nouveau.

### **Poser concrètement la question de la mondialisation**

Le processus de démocratie participative comme moyen d'unité parti-organisations sociales et entre les partis ne répond pas, cependant, à toutes les questions. Pourquoi serait-il nécessaire de construire un parti de type nouveau si les États-nations, sauf les ÉU et l'UE, sont devenus impuissants ? D'abord c'est là seulement une tendance dont rien ne garantit l'aboutissement. Le poids des États, en particulier des États impérialistes de seconde zone, comme le Canada, et des grands États du Tiers Monde, comme le Brésil, restent assez importants pour se tailler des marges de manœuvre s'il y a volonté politique. Après tout, l'expérience du budget participatif a visiblement changé les choses à Porto Alegre. L'efficacité du transport en commun, la sécurité de la circulation routière et piétonnière et la sécurité personnelle sont visibles à l'œil nu.

Reste qu'il y a là une tendance lourde, mais réversible, à laquelle il faut donner une réponse programmatique et organisationnelle. Le début de consolidation mondiale au Forum social mondial du mouvement de résistance à la globalisation offre un cadre de réponse. À mon avis, les partis à gauche de la gauche (traditionnelle) doivent poser concrètement la nécessité d'un gouvernement mondial démocratique, dont ses formes institutionnelles. Un élément pourrait en être un parlement mondial élu selon un mode d'élection proportionnelle à parité femme-homme et avec un mécanisme assurant l'égalité

nationale y compris des nations sans État. Un gouvernement mondial a un potentiel anticapitaliste car il peut encadrer le marché mondial alors que l'État-nation non hégémonique, au-delà d'un certain seuil du développement du marché mondial probablement pas encore atteint, devient un moyen politique d'élargissement et de renforcement de ce marché.

Le FSM est aussi un cadre organisationnel dans lequel il serait possible de commencer à unifier les partis anticapitalistes et antinéo-libéraux. Il faut avouer la difficulté d'unifier mondialement ce qui est le plus souvent très divisé nationalement. Cette division rend pour l'instant très difficile une organisation commune même aux contours flous et même une déclaration commune sur des éléments de programme et de plan d'action. De plus, quel parti peut prétendre avoir le prestige suffisant de faire une invitation qui pourrait comporter une sélection de sorte à éliminer les partis de gauche néolibéraux dit à visage humain ou les partis les plus sectaires ? La direction du PT brésilien s'accommode elle-même de plus en plus du néolibéralisme. Le PT de gauche du Rio Grande do Sul n'est pas un parti et ne peut pas se comporter comme tel. C'est d'ailleurs le gouvernement du Rio Grande do Sul qui a financé le FSM et le vice-gouverneur qui a été l'hôte officiel, pas le parti.

Vaut mieux commencer par ouvrir un débat public, sans invitation précise, sur le rôle des partis anticapitalistes et antinéo-libéraux dans le mouvement de résistance à la globalisation, peut-être aussi lancer des pistes programmatiques. Ce serait possible de commencer ce processus en marge du Sommet des peuples. Bien sur, rien n'empêche des partis aux affinités politiques ou idéologiques semblables de faire des rencontres privées ou publiques. Celles-ci peuvent contribuer à déblayer le chemin. Reste que la meilleure stratégie immédiate des partis est de s'immerger dans le mouvement de résistance contre la globalisation et contre les politiques néolibérales pour gagner le respect des militants et militantes anti-néo-libéraux.

### **Maintenir le caractère anticapitaliste du FSM**

Cela n'empêchera pas à court terme le mouvement de résistance de continuer à se construire grâce à la légitimité, au niveau mondial, des ATTAC-France, CUT, MST, Jubilé-Sud et Marche mondiale des femmes, au sein desquelles on retrouve des militants et militantes de partis anti-capitalistes pleinement respectés, mais aussi, en arrière fond, du PT de gauche du Rio Grande do Sul. Plusieurs, d'ailleurs, analysent ces mouvements comme étant des organisations politico-sociales c'est-à-dire comme des organisations à la fois rassembleuse de secteurs entiers de la population dont elles défendent les intérêts immédiats et qu'elles organisent, mais qui en même temps avancent des éléments d'une alternative politique.

Reste que le succès même du FSM y attirera d'autres organisations moins fermement sur des positions antinéolibérales. Plusieurs ONG prestigieuses n'étaient pas visibles au FSM et acceptent encore un dialogue avec Davos. De même plusieurs grandes centrales syndicales se tiennent à la marge du FSM. Elles pourraient rallier le processus peut-être dès l'an prochain. Les positions politiques y deviendraient plus polarisées et les débats plus corsés. D'où l'importance d'organiser un processus de prise de décision clairement démocratique dont un mode d'élection de la direction. Sans doute faudra-t-il poser le problème des membres et de leur poids relatif tout en demeurant radicalement ouvert à toutes les organisations et en faisant une place aux activités publiques. Donc, plus les partis à gauche de la gauche pourront y jouer un rôle significatif plus il y aura de chances que le processus du FSM gardera son caractère anticapitaliste et continuera de poser la question de l'alternative au pouvoir néolibéral.

*Marc Bonhomme, 11 février 2001*